

St-Germain-en-Coglès,  
Le 20/03/2026

**Préfecture d'Ille et Vilaine**  
**Bureau des Installations Classées**  
3, avenue de la Préfecture  
CS 74236  
35042 RENNES cedex

**A l'attention de Mr Le Préfet**

[pref-icpe@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:pref-icpe@ille-et-vilaine.gouv.fr)

**Copie :** DCIAT - DREAL UDE35 - commissaire enquêtrice

[anne-loise.manson@ille-et-vilaine.gouv.fr](mailto:anne-loise.manson@ille-et-vilaine.gouv.fr); [ud35.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud35.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr) ;  
[michele.philippe8@orange.fr](mailto:michele.philippe8@orange.fr)

*Objet : demande de dérogation dans le cadre de l'article L.181.30 du code de l'environnement - Projet tour de stockage dosage – Dossier D001459593 – IAOT 0005503459*

Monsieur Le Préfet, Madame La Gestionnaire Instructrice ICPE,

Monsieur le Préfet,

Par la présente, j'ai l'honneur de solliciter une dérogation vous permettant d'autoriser le commencement anticipé des travaux relatifs à notre projet de construction d'une Tour de stockage dosage usine 1, relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et ce, avant l'obtention de l'autorisation environnementale.

Notre dossier de demande d'autorisation environnementale, enregistré sous le numéro D001459593, est actuellement en cours d'instruction auprès de vos services depuis le 05/07/2024.

**Fondement juridique de la demande**

Conformément à l'article L.181-30 du Code de l'environnement, le préfet peut, sur demande motivée du pétitionnaire, autoriser le commencement des travaux avant la délivrance de l'autorisation environnementale, sous réserve de l'engagement du pétitionnaire de remettre les lieux dans leur état antérieur en l'absence de délivrance de ladite autorisation.

**Justification et motivation de la demande**

Cette demande de dérogation se justifie par les éléments suivants :

1. **Impératifs de calendrier opérationnel** : nous souhaitons débiter les travaux de terrassements et fondations pendant la période de plus faibles eaux souterraines préconisée par l'étude hydrogéologique menée par SOCOTEC (soit entre juillet et octobre).
2. **Absence d'impact environnemental significatif des travaux préparatoires** : Les travaux pour lesquels nous sollicitons l'autorisation de commencement anticipé concernent exclusivement :

*La marque de confiance*

terrassements, fondations, gros oeuvre qui, compte tenu des mesures de maîtrise qui seront déployées, présentent des risques environnementaux résiduels faibles à négligeables et n'affectent pas de manière irréversible le site (cf notre étude d'impact).

3. **Travaux réversibles** : Les interventions envisagées sont de nature réversible et permettraient, le cas échéant, une remise en état du site conforme à son état initial.
4. **Enjeux économiques et sociaux** : Notre site est saturé en tonnage. La réalisation des travaux permettra d'augmenter le tonnage quotidien et de rapatrier du tonnage actuellement fabriqué en sous-traitance sur un site industriel éloigné de nos clients, nous obligeant à parcourir plus de km pour effectuer nos livraisons.
5. **Avancement favorable de l'instruction** : Nous travaillons en toute transparence vis-à-vis des service instructeurs. À ce jour, l'instruction de notre dossier ne fait apparaître aucun obstacle majeur susceptible de remettre en cause la délivrance de l'autorisation environnementale.

### **Engagements du pétitionnaire**

Conformément aux dispositions de l'article L.181-30 du Code de l'environnement, nous nous engageons formellement à :

- Remettre les lieux dans leur état antérieur si l'autorisation environnementale n'était pas délivrée ou si elle était refusée ;
- Assumer l'intégralité des coûts de cette remise en état ;
- Prendre toutes les mesures nécessaires définies dans le dossier de demande d'autorisation environnementale pour limiter l'impact environnemental durant la phase de travaux anticipés.

### **Mesures d'accompagnement**

Dans le cadre de ces travaux anticipés, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures suivantes :

- Respect strict des prescriptions du règlement sanitaire départemental ;
- Mise en place de dispositifs de protection des eaux superficielles et souterraines ;
- Gestion des déchets de chantier conforme à la réglementation ;
- Information régulière de vos services sur l'avancement des travaux.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir examiner favorablement cette demande de dérogation et d'autoriser le commencement des travaux de construction de notre Tour de stockage dosage usine 1 à compter du la fin de l'enquête publique.

Je reste à votre entière disposition pour tout complément d'information que vous jugeriez nécessaire et pour échanger sur les modalités de mise en œuvre de cette dérogation.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, Madame La Gestionnaire Instructrice ICPE, l'expression de ma haute considération.

La Directrice des opérations, Virginie FERRAGU



### **Pièces jointes :**

- Descriptif des travaux concernés (extraits du dossier d'autorisation environnementale)
- Plan de situation des travaux concernés (extrait du dossier d'autorisation environnementale)

---

*La marque de confiance*

### **Descriptif des travaux concernés (extraits du dossier d'autorisation environnementale)**

Les ETS MICHEL projettent la construction d'une tour de stockage dosage d'aliment pour l'usine U1. Ce projet répond à un besoin de stockage et d'augmentation de dosage de l'usine U1.

La tour aura une hauteur de 38,20 mètres par rapport à la plateforme intérieure de l'exploitation. Le soubassement et la fosse de réception seront en béton naturel. L'ossature de la toiture sera métallique, la toiture et le bardage en bac acier.

Le stockage dosage d'aliment sera composé d'une tour de manutention ainsi que d'une fosse de manutention en remplacement de l'actuelle fosse n°1. La tour de manutention sera équipée d'un convoyeur à godets et de 9 cellules de stockage de 240 m3 chacune.

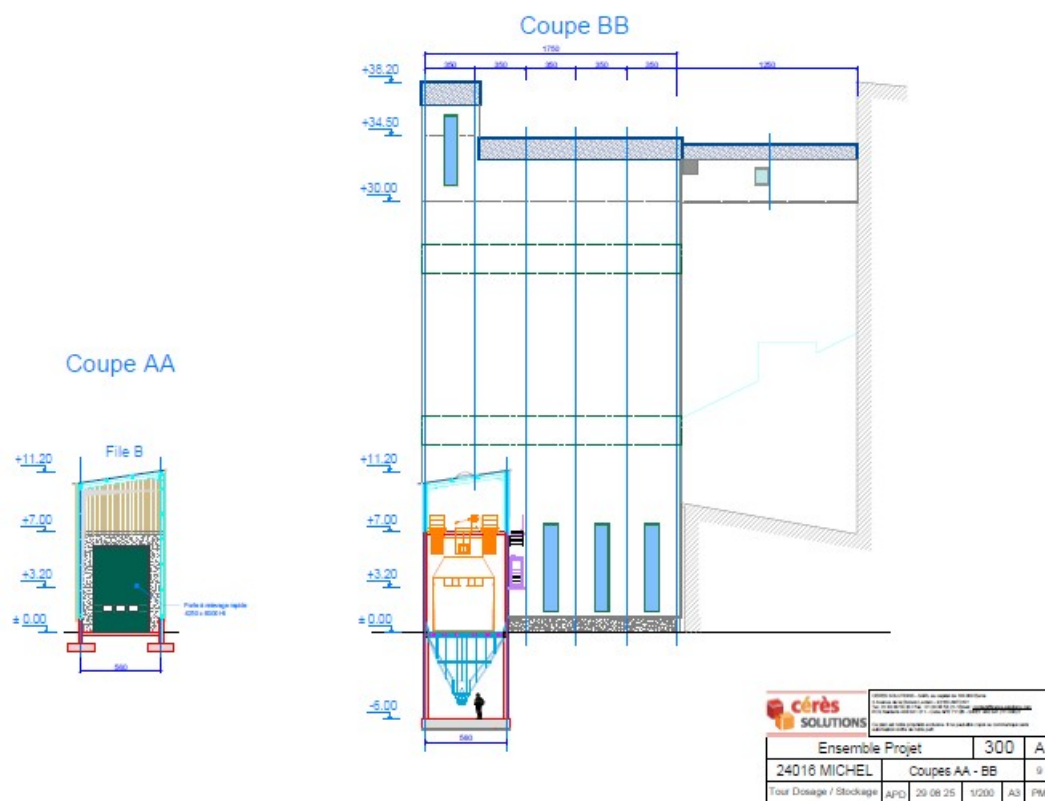
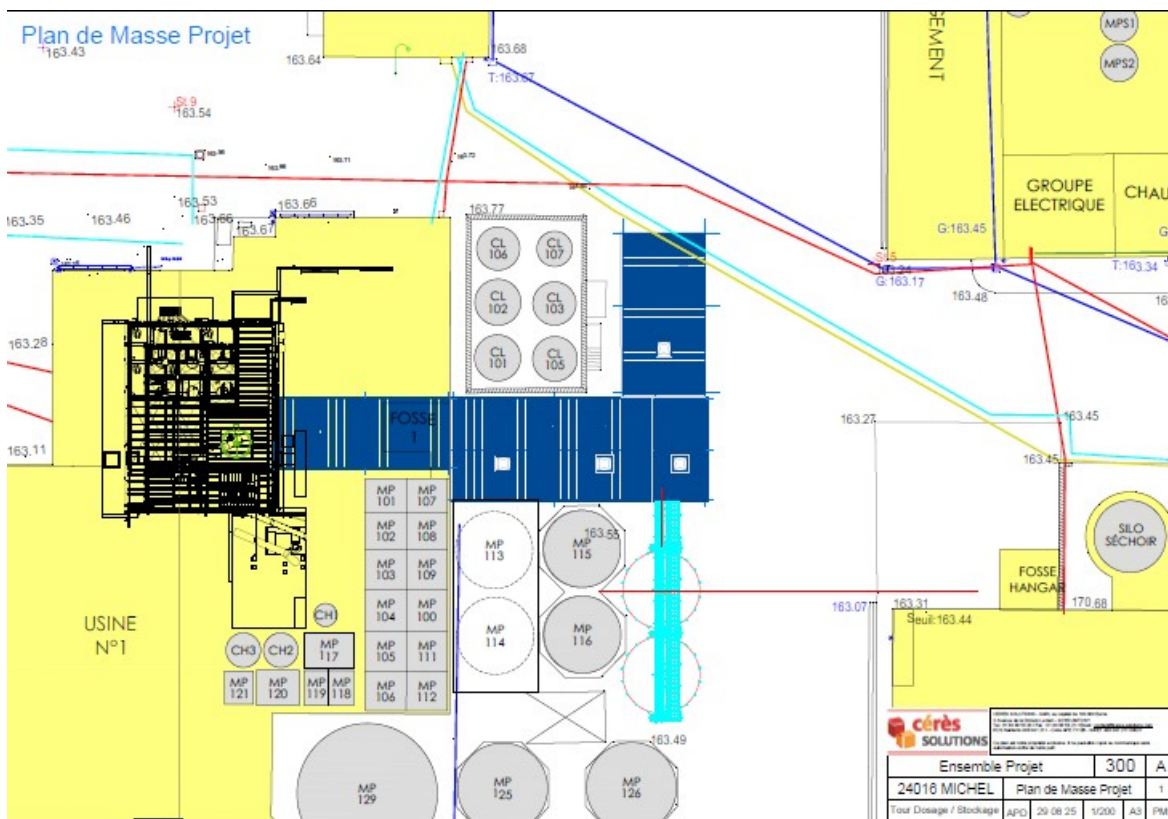
Ces cellules pourront stocker :

- ☐ Des céréales (maïs, orge, triticales, blé, avoine...) ;
- ☐ Des protéagineux (pois...) ;
- ☐ Des tourteaux (tourteaux de colza, soja, tournesol) ;
- ☐ Des co-produits de la meunerie (son, remoulage).

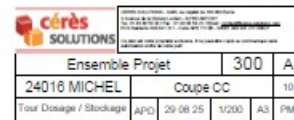
### Vue 3D insertion



### Vues coupe construction






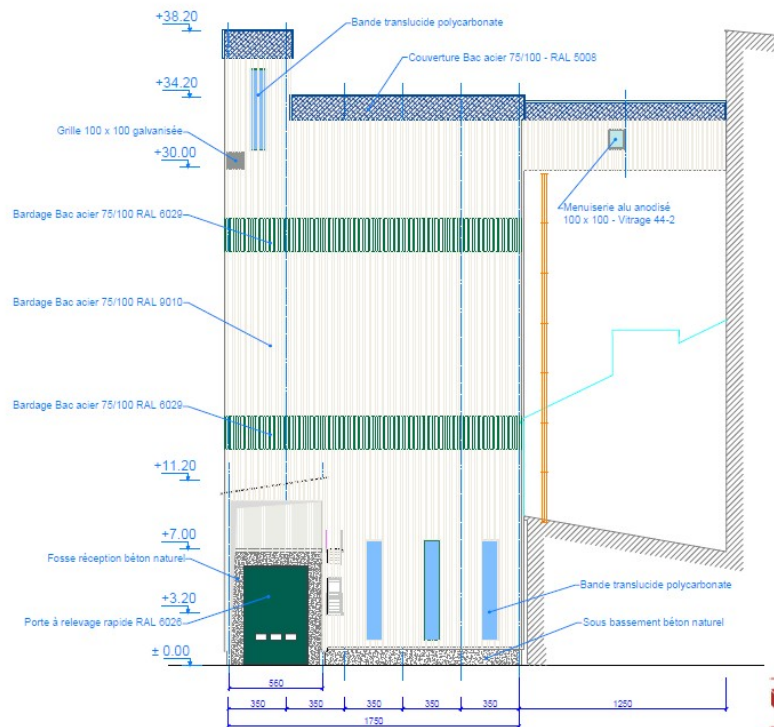


## Coupe GG

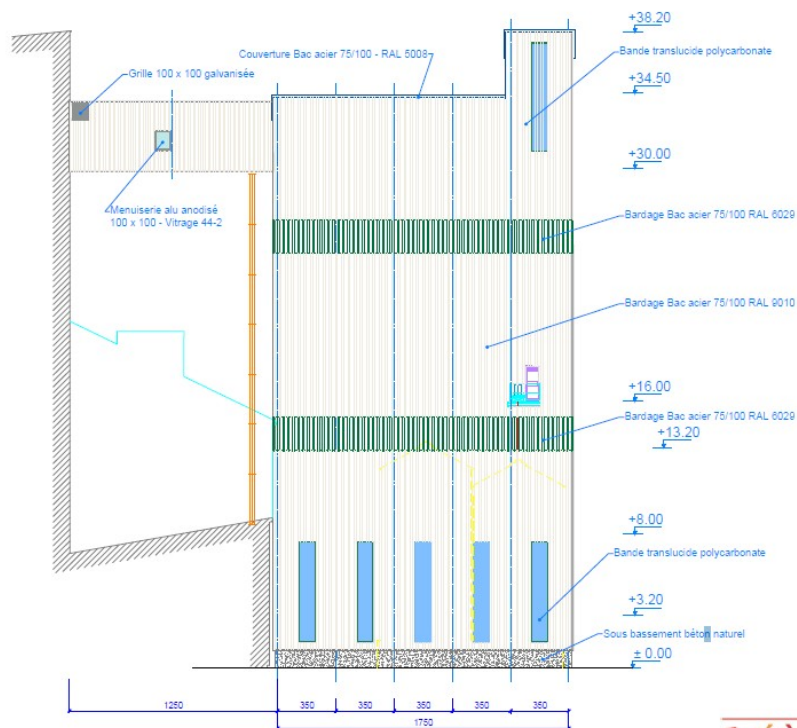


		<small>           CÉRÉS SOLUTIONS - 24016 MICHEL - 02 35 00 00 00            24016 MICHEL - 02 35 00 00 00            24016 MICHEL - 02 35 00 00 00            24016 MICHEL - 02 35 00 00 00         </small>			
Ensemble Projet		300	A		
24016 MICHEL	Coupes FF - GG	12			
Tour Dosage / Stockage	APD 20 08 25 1/200	A3	PM		

## Façade Nord

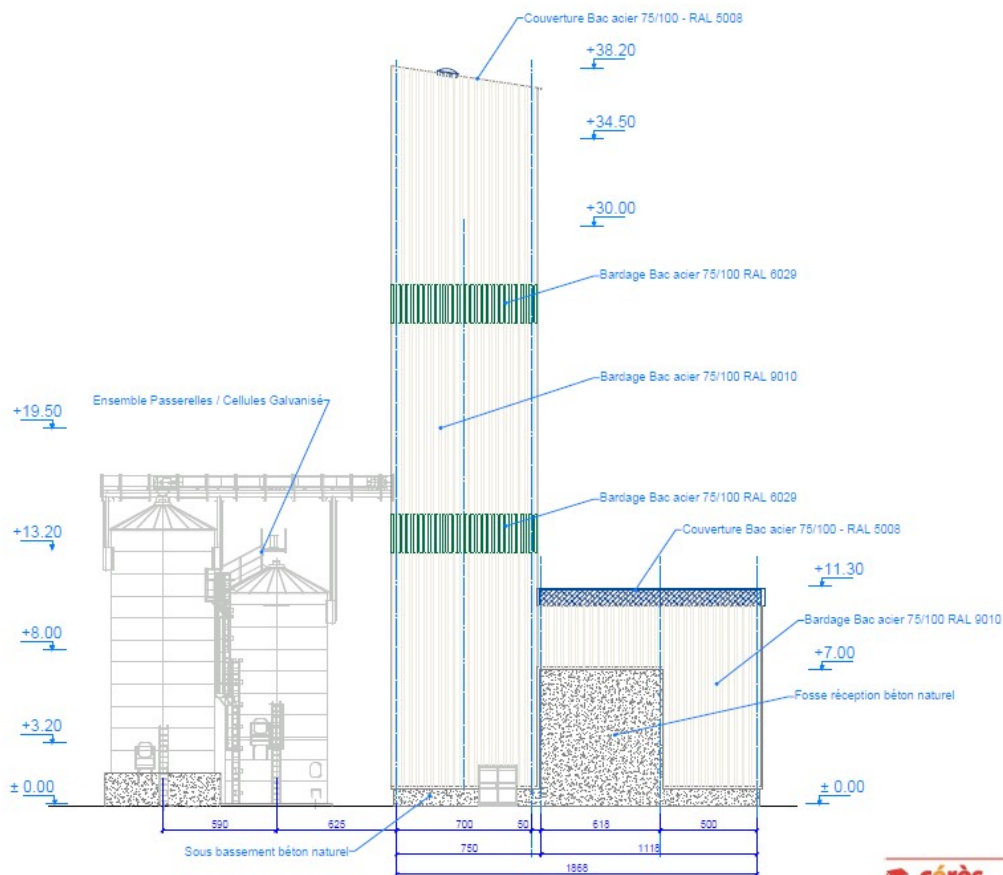
[illegible]


Façade Sud



 <b>CERES SOLUTIONS</b>		<small>CERES SOLUTIONS - SARL au capital de 100.000 Euros  Avenue de la Chaux-Ledant - 91500 AÛT  Tél. 01 69 38 54 20 - Fax 01 69 38 54 21 - e-mail : <a href="mailto:contact@ceres-solutions.com">contact@ceres-solutions.com</a>  N°SIRET 808 438 047 - Code APE 71 20Z - <a href="http://www.ceres-solutions.com">www.ceres-solutions.com</a> </small>	
<small>Ce plan est une reproduction exclusive. Il ne peut être copié ou communiqué sans autorisation écrite de votre part.</small>			
Ensemble Projet		300	A
24016 MICHEL	Façade Sud		15

Façade Est



		<small>CÉRÈS SOLUTIONS - SARL au capital de 100 000 Euros 2 Avenue de la Vallée Lorient - 56100 LORIENT Tél. 02 98 88 58 20 / Fax 02 98 88 55 01 / Email <a href="mailto:contact@ceres-solutions.com">contact@ceres-solutions.com</a> RCS Lorient 488 087 171 - Code APE 7112Z - SIRET 561000171</small>		
Ensemble Projet		300	A	
24016 MICHEL	Façade Est		16	
Tour Dosage / Stockage	APD	29 08 25	1/200	PM

## Descriptif des travaux concernés (extraits du dossier d'autorisation environnementale)

